

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



VERALLIA FRANCE

PL DES COROLLES
TOUR CARPE DIEM ESPLANADE NORD
92400 Courbevoie

Références : N°D3 i 2023-151

Code AIOT : 0005701543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement VERALLIA FRANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE 51530 Oiry. L'inspection a été annoncée le 18/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE
- ZONE INDUSTRIELLE 51530 Oiry
- Code AIOT : 0005701543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La verrerie (site VERALLIA FRANCE) de Oiry est spécialisée dans la production des emballages en verre sodocalcique coloré. L'établissement est notamment encadré par l'arrêté préfectoral n° 2005-A-157-IC du 9 novembre 2005, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-APC-58-IC du 17 août 2015 (rejets atmosphériques) et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-APC-175-IC du 13 décembre 2019 (risque incendie de la rubrique 4734).

Le site de l'exploitant est concerné par différentes modifications en cours et à venir, nécessitant une mise à jour de son arrêté préfectoral et des rubriques de la nomenclature ICPE, à savoir :

- un porter-à-connaissance déposé en 2021 pour la mise en place du procédé "Cracking" à partir de 2024 ;
- la dérogation à la présence de RIA dans l'entrepôt du site (rubrique 1510), nécessitant l'avis du SDIS

et un passage en CODERST ;

- la déconnexion de cuves de fioul lourd et la modification du Plan d'Organisation Interne (POI) à réaliser ;
- un projet de réfection des fours.

Les deux derniers points doivent être portés à la connaissance du préfet.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- risque incendie (rubriques 4734 et 1510)
- respect des échéances

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Risque incendie rubrique 4734	Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 37.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Risque incendie rubrique 4734	Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 37.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 13/12/2019, article 2	/	Sans objet
4	Risque incendie rubrique 4734	Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 37.7	/	Sans objet
5	Risque incendie rubrique 1510	AP de Mise en Demeure du 09/12/2019, article 1	/	Sans objet
6	Stockage hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 37.2	/	Sans objet
7	Zone de dépotage	Autre du 16/11/2012, article 2	/	Sans objet
8	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 33.5	/	Sans objet
9	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé des non-conformités sur la situation administrative de la rubrique 4734 (produits pétroliers) du fait de l'arrêt de l'utilisation des cuves de fioul par l'exploitant (projet de récupération d'eau de pluies).

Les moyens de lutte contre l'incendie n'ont pas évolué par rapport aux prescriptions de l'arrêté

préfectoral du 13/12/2019 et ils apparaissent donc aujourd'hui comme surdimensionnés.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de respecter l'article 49-modifications de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC du 9 novembre 2005 en portant à la connaissance du préfet l'arrêt de l'utilisation des cuves de fioul lourd et l'adéquation avec les moyens de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/12/2019, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Tableau de classement des rubriques de la nomenclature des ICPE
Constats : L'exploitant a déposé un porter-à-connaissance sur un projet de mise en œuvre du procédé Cracking ou « poteyage » en décembre 2021. Les conclusions du dossier indiquent un besoin de mise à jour des rubriques de l'arrêté préfectoral de l'exploitant. D'après l'exploitant, la mise en œuvre du projet Cracking est repoussée à 2024. L'inspection prévoit donc l'instruction du dossier de l'exploitant en 2023. L'inspection invite l'exploitant à lui transmettre des mesures de d'ambiance au niveau des postes de travail, notamment sur les COV, et à prévoir une étude de l'évolution des COV diffus avec la mise en place du procédé Cracking. Par courriel du 19/12/2022, l'exploitant a transmis les mesures d'ambiance 2021 réalisées sur le site Verallia Vauxrot. Ce site dispose de machines avec et sans cracking. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté de dérive des émissions de COV entre les points de mesure avec et sans procédé Cracking.
Observations : L'exploitant a un projet de réfection des fours à venir et qui fera l'objet d'un nouveau porter-à-connaissance (PAC). L'inspection propose à l'exploitant de profiter d'un nouveau PAC pour réaliser un bilan ICPE complet avec l'ensemble des modifications réalisées depuis le dernier arrêté préfectoral complémentaire du 13/12/2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 37.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres, parmi lesquels on retrouve :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 générateurs et déversoirs de mousse d'un débit de 225 l/min chacun, équipant les réservoirs de fioul lourd ; - 2 couronnes d'arrosage ; - 1 moto pompe avec remorque ; - réserve de 3 m³ d'émulseur à bas foisonnement (FFG +FFP) - réserve d'eau de 840 m³ alimentée par forage <p>La réserve en émulseur est disponible en conteneurs de 1000 litres minimum. L'emplacement de la réserve en émulseur correspond au plan figurant dans le Plan d'Opération Interne du site. La demande de recours aux moyens du SDIS implique la transmission du POI au SDIS, à chaque modification de celui-ci.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique avoir cessé l'utilisation du fioul lourd pour la chauffe de son four depuis 2021. Il précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les 2 cuves de fioul lourd de 630 m³ ont été mises hors de fonctionnement (nettoyage et déconnexion du réseau). Les 2 cuves fioul sont vides, mais non inertées pour éviter leur oxydation (projet de récupération des eaux de ruissellement des toitures, conditionné par le remplacement progressif des toitures en fibro-ciment). Le contrôle d'étanchéité décennal de la cuve Nord a été réalisé lors du nettoyage complet, ce qui n'est pas le cas pour la cuve Sud ; - la cuve de résidus de fioul (10 m³) a été vidée. <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant indique avoir consigné les cuves afin de garantir leur absence d'utilisation.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie n'ont pas évolués par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13/12/2019 et ils apparaissent donc aujourd'hui comme surdimensionnés.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de respecter l'article 49-Modifications de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC du 9 novembre 2005 en portant à la connaissance du préfet l'arrêt de l'utilisation des cuves de fioul lourd.</p>
<p>Observations : L'inspection propose à l'exploitant que son porter-à-connaissance soit accompagné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du contrôle d'étanchéité décennal de la cuve Sud - de la mise à jour du Plan d'Organisation Interne (POI) suite à la mise hors de fonctionnement des cuves à fioul. Ce dernier devra être transmis par l'exploitant au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Marne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Risque incendie rubrique 4734

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 37.4
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Dans le cadre de sa stratégie de défense incendie, l'exploitant s'assure que les équipements internes et externes permettent de délivrer au minimum 60 m3/h de solution moussante.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel la dernière analyse de la solution moussante en date du 21/11/2018. Les analyses des trois échantillons concluent à un bon état de conservation et d'utilisation du produit. L'exploitant a indiqué avoir commandé une nouvelle analyse pour vérifier l'efficacité de la solution moussante. L'inspection propose à monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de justifier de la disponibilité d'un débit minimum de 60 m3/h de solution moussante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Risque incendie rubrique 4734

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 37.7
Thème(s) : Risques accidentels, Exercices incendie
Prescription contrôlée : Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie du dépôt de fioul lourd, notamment des essais d'émulseurs, doivent être réalisés au minimum tous les trois ans.
Constats : L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">- qu'il réalise des exercices incendie tous les mois ;- qu'en 2021, un exercice a été réalisé avec les pompiers de l'usine dans le cadre de leur formation. Lors des exercices, la solution moussante est récupérée au niveau du bac de rétention, sans vidange (évaporation de la mousse). Par courriel, l'exploitant a transmis les compte-rendu des exercices incendie du 02 juin 2017 (incendie cuve fioul lourd), du 20 avril 2018 (incendie cuve fioul lourd), du 6 mai 2022 (incendie palette) et du 15 décembre 2022 (incendie station des eaux). Des points à améliorer (non redondants d'un exercice à l'autre) ont été identifiés par l'exploitant qui a mis en place un plan d'actions correctives. Les exercices relatifs aux dépôts de fioul lourd n'ont pas été renouvelés depuis l'arrêt de l'utilisation de ces dépôts en 2021. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/12/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : Mise en demeure de respecter l'annexe II.13 de l'AM du 11/04/2017 (1510)</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué avoir sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 11 poteaux d'incendie internes - 2 poteaux d'incendie sur le réseau communal - une alimentation des poteaux depuis un château d'eau situé au sommet du bâtiment de fabrication, composé de 7 réservoirs de 120 m³ chacun (soit 840 m³) ; - des extincteurs répartis dans le bâtiment de stockage. <p>Par courriel du 16/04/2021, l'inspection a informé l'exploitant de la levée de la mise en demeure n°2019-MD-160-IC, suite au dépôt de la demande de dérogation à l'installation de robinet d'incendie armé (RIA) dans l'entrepôt du site.</p> <p>Cette dérogation nécessite l'avis du SDIS et un passage en CODERST. L'inspection a transmis la dérogation et les différentes annexes au SDIS de la Marne et prévoit un passage en CODERST en 2023.</p>
<p>Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'encombrement de certains extincteurs (palettes de bois, bidons vides, etc.). L'inspection en a fait la remarque auprès de l'exploitant qui s'est engagé à libérer les accès aux extincteurs et à faire un rappel auprès des agents. Par courriel du 19/12/2022, l'exploitant a apporté à l'inspection la preuve du désencombrement des extincteurs concernés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 37.2
Thème(s) : Risques chroniques, Cuvette de rétention
<p>Prescription contrôlée : Les murets de rétention sont étanches et doivent résister au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir. Ces murets sont adossés au sol et la rétention est enterrée. Ils seront périodiquement surveillés et entretenus. Une lagune de 600 m³ peut collecter les eaux d'un éventuel incendie sur le dépôt d'hydrocarbures. Les eaux polluées doivent être traitées par le décanteur déshuileur avant rejet, en respectant les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p>
<p>Constats : Par courriel, l'exploitant a transmis le bordereau de suivi des déchets n°SO 333/21 (code déchet 12 01 09*, déchets d'eaux et d'huiles hydrauliques en mélange) du 05 novembre 2021.</p> <p>L'exploitant indique qu'il réalise régulièrement l'entretien du séparateur hydrocarbure. Il s'est engagé à transmettre la facture d'entretien prochainement à l'inspection.</p> <p>Ce point est lié au point de contrôle n°2 et nécessite une mise à jour administrative de l'exploitant concernant l'arrêt de l'utilisation des cuves de fioul lourd qui devra être abordé dans le porter-à-connaissance à déposer par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Zone de dépotage

Référence réglementaire : Autre du 16/11/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Aire de dépotage souple
<p>Prescription contrôlée : L'inspection propose de demander à l'exploitant de transmettre sous un mois : - le choix du volume du bac souple au regard des caractéristiques les plus défavorables des citernes de livraison ; - la justification de la réalisation d'une aire de dépotage du camion stable et propre (béton ou enrobé) telle que précisée dans le mode opératoire du bac mobile joint à la notice technique ; - une procédure interne liée à l'utilisation du bac souple et précisant les conditions de mise en place, de contrôle et de nettoyage en cas de présence d'éléments polluants ; - une procédure de dépotage précisant à minima les règles de mise en place du véhicule citerne, de raccord au réservoir, de contrôle des niveaux avant le dépotage et de surveillance en cours de dépotage.</p>
<p>Constats : En 2012, l'exploitant avait indiqué à l'inspection qu'il avait mis en place un aménagement « souple » de l'aire de dépotage. L'inspection avait estimé que cette mesure, associée à une procédure rigoureuse de mise en place et de surveillance des opérations de dépotage, permettrait d'atteindre les objectifs présentés à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral du 09/11/2005.</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 08/12/2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection que l'aire de dépotage n'était finalement pas un aménagement souple. Cependant, l'exploitant s'est engagé à réaliser une procédure spécifique concernant cette aire de dépotage afin de démontrer qu'elle atteint les objectifs présentés à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral du 09/11/2005.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 33.5
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Ces dispositions portent notamment sur : <ul style="list-style-type: none">- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement- la maintenance et la sous-traitance- l'approvisionnement en matériel et matière- la formation et la définition des tâches du personnel Ces dispositions sont tenues à dispositions de l'inspecteur des installations classées qui feront l'objet d'un rapport annuel.
Constats : L'exploitant indique qu'il utilise un système de management intégré avec un report et un suivi : <ul style="list-style-type: none">- Plan de Continuité d'Activité (PCA) ;- Plan d'Organisation Interne (POI) ;- Revue de direction avec incidents (santé, incendie environnement). L'exploitant est certifié ISO 14 001 et 50 001 pour son site de Oiry. L'exploitant a transmis par courriel du 19/12/2022 sa procédure de traitement des accidents, situation à risque et incidents. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) [...] des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits (PZ1 à PZ5). <ul style="list-style-type: none">- Hydrocarbures totaux- DCO- Arsenic- Cadmium- Mercure- Plomb
Constats : Par courriel l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats de la surveillance semestrielle des eaux souterraines de 2022 et 2021, réalisé par le Groupe CARSO : <ul style="list-style-type: none">- rapport de suivi du 1er semestre 2021- rapport de suivi du 2e semestre 2021- rapport de suivi du 1er semestre 2022- résultats brutes du 2e semestre 2022 Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée et les rapports présentés ne montrent pas de dépassements par rapport aux seuils de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatifs aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet